

Dossier d'autorisation d'urbanisme

0283361900002

Saint-Eman - Eure-et-Loir

Type

Declaration prealable

État

Autorisé

Autorisation

23/05/2019

Surface créée

18 m²

Surface démolie

0 m²

Logements créés

-

Consulter la fiche actualisée

Scannez le QR code pour ouvrir la fiche publique du permis sur RegistreDesPermis.fr.



Export généré le 04/08/2026 à 03:08 depuis RegistreDesPermis.fr.

Les informations proviennent de données publiques importées et retraitées. Elles doivent être vérifiées auprès des sources administratives officielles avant toute décision engageante.

Synthèse du dossier

Référence	0283361900002
Type	Declaration prealable
État d'avancement	Autorisé
Nature du projet	Nouvelle construction
Destination	Service public ou intérêt collectif
Demandeur	SYNELVA COLLECTIVITES
SIREN / SIRET	823626486 / 82362648600026

Dates du dossier

Dépôt	01/01/2019
Autorisation	23/05/2019
Décision	23/05/2019
Ouverture chantier	-
Achèvement travaux	-
Prise en compte autorisation	2019-05
Prise en compte ouverture chantier	-
Dernière mise à jour Sitadel	2019-05

Localisation

Adresse	RD N 126 9 ET CR N 7 LES LUBINERIES SAINT-EMAN 28120
Commune	Saint-Eman (28336)
Département	Eure-et-Loir (28)
Région	Centre-Val de Loire (24)
Code postal	28120
Parcelles cadastrales	ZD 50

Surfaces par destination

Destination	Avant	Créée	Démolie	Transformée	Issue transfo.
Habitation	0 m ²	0 m ²	0 m ²	0 m ²	0 m ²
Locaux	0 m ²	9 m ²	0 m ²	0 m ²	0 m ²
Commerce	0 m ²	0 m ²	0 m ²	0 m ²	0 m ²
Agricole	0 m ²	0 m ²	0 m ²	0 m ²	0 m ²
Service public	0 m ²	9 m ²	0 m ²	0 m ²	0 m ²

Logements

Total créés	-	Individuels créés	-
Collectifs créés	-	Démolis	-
1 pièce créé	-	2 pièces créés	-
3 pièces créés	-	4 pièces créés	-
5 pièces créés	-	6 pièces et plus créés	-
Logements sociaux	-	Logements PTZ	-

Codes métier et interventions

Type de dossier source	Déclaration préalable
Statut source	Autorisé
Nature déclarée	Nouvelle construction
Nature complétée	Nouvelle construction
Destination principale	Service public ou intérêt collectif
Zone opérationnelle	Hors zone ou non renseigné
Type principal logements créés	-
Type de transformation	-
Piscine	-
Garage	-
Extension	Non
Surélévation	Non

Source

Jeu de données	data.gouv.fr
Ressource	8f23d65f-7142-4ac5-94c1-077b028255bf
Première importation	19/05/2026 10:04
Dernière observation	02/08/2026 03:45

Propriétaires et sociétés liées

Société / personne	SIREN	Lien identifié
SYNELVA COLLECTIVITES (SYNELVA COLLECTIVITES)	823626486	Société du permis
200057743	200057743	Administrateur
323168153	323168153	Commissaire aux comptes suppléant
806220091	806220091	Société liée
ACES (ACES)	444604383	Commissaire aux comptes titulaire
LUDOVIC POUZOL	-	Président de SAS
CAISSE D'EPARGNE ET DE PREVOYANCE LOIRE-CENTRE (CELC)	383952470	Administrateur
FORVIS MAZARS SA	784824153	Commissaire aux comptes titulaire
ACHOUR MESSAS	-	Directeur Général
ALAIN CHAVANCE	-	Directeur Général
VIRGINIE CHAUVIN (NICOLAS)	-	Directeur Général
ARIANE MIGNON	-	Membre du conseil de surveillance
CHRISTOPHE TALLOT	-	Membre du conseil de surveillance
DOMINIQUE MULLER	-	Membre du conseil de surveillance
EVE MARTINEAU	-	Membre du conseil de surveillance
FLORENCE PAGE	-	Membre du conseil de surveillance
FLORENT ROHLES	-	Membre du conseil de surveillance
LAURENT INARD	-	Membre du conseil de surveillance
MARINE CAMBOLIN	-	Membre du conseil de surveillance
OLIVIER LENEL	-	Président du directoire
KPMG	775726417	Commissaire aux comptes titulaire
AXEL JEAN BERNARD REBAUDIERES	-	Administrateur
BEATRICE DE BLAUWE (GRANCHET)	-	Administrateur
PIERRE PLANCHON	-	Administrateur
VALENTIN JEAN-JULES RYNGAERT	-	Administrateur
MARC PIERRE ANTOINE SAMPSONIS	-	Administrateurs représentant les salariés
AMADOU SQUARE	-	Commissaire aux comptes suppléant
JEAN-MARIE IDELON-RITON	-	Commissaire aux comptes titulaire
MARIE LENAICK ANNE AMELIE GUILLEMOT	-	Président du conseil d'administration et directeur général
ANNE-MARIE HEMON-MAGNIEZ (HEMON)	-	Membre du conseil de surveillance
ANNICK LEFEBVRE	-	Membre du conseil de surveillance

BRIGITTE CLAUDE (TOULOUSE)	-	Membre du conseil de surveillance
CHRISTOPHE RAYMOND LOUIS DUPAS	-	Membre du conseil de surveillance
DAVID MAILLE	-	Membre du conseil de surveillance
DOMINIQUE MARC GILBERT ROCHETTE	-	Membre du conseil de surveillance
FRANCK JEAN-JACQUES MASSELUS	-	Membre du conseil de surveillance
FRANCOIS MARIE GENITOUR MIRAULT	-	Membre du conseil de surveillance
GENEVIEVE VERONIQUE HERPIN (GUILLOU)	-	Membre du conseil de surveillance
GUILLAUME GERMOND	-	Membre du conseil de surveillance
JACQUES BISSON	-	Membre du conseil de surveillance
JEAN-CHRISTOPHE DENIS	-	Membre du conseil de surveillance
JULIEN-CHRISTIAN BAR	-	Membre du conseil de surveillance
LAURENCE GOBERT-PANCONI (GOBERT)	-	Membre du conseil de surveillance
LAURENCE JACQUELINE DANIELE LEGER (LEGALLAIS)	-	Membre du conseil de surveillance
OLIVIER JACQUES HEMOND	-	Membre du conseil de surveillance
PATRICIA DOMINIQUE BONAMY	-	Membre du conseil de surveillance
PHILIPPE JUSTIN PAQUET	-	Membre du conseil de surveillance
JULIEN RENE NEGRE	-	Membre du directoire
PASCALE CHARPY-MOORE (CHARPY)	-	Membre du directoire
CC ENTRE BEAUCE ET PERCHE	200058360	Administrateur
COMMUNAUTE D AGGLOMERATION CHARTRES METROPOLE	200033181	Administrateur
THIERRY MOREL ET ASSOCIES	417999489	Commissaire aux comptes titulaire
FLORENT COLIN	-	Directeur Général
CHRISTIAN PAUL-LOUBIERE	-	Président du conseil d'administration

Les données affichées proviennent des sociétés, relations et dirigeants déjà synchronisés en base locale. Les pourcentages de détention ne sont pas disponibles dans l'API publique utilisée.

Avertissement sur les données

Cet export est un document de consultation généré par RegistreDesPermis.fr à partir de données publiques d'urbanisme importées, normalisées et mises en forme.

Malgré les contrôles réalisés, certaines informations peuvent être absentes, incomplètes, mal codées dans la source, modifiées après import ou interprétées différemment par l'administration compétente.

Les dates, surfaces, logements, demandeurs, références cadastrales, coordonnées et sociétés liées sont fournis à titre informatif. Ils ne remplacent pas les arrêtés, dossiers administratifs, plans, actes notariés, informations cadastrales officielles ou consultations auprès de la mairie compétente.

Avant toute décision opérationnelle, juridique, commerciale ou financière, il convient de vérifier les informations auprès des sources officielles et, si nécessaire, auprès d'un professionnel qualifié.